

Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson, pour le HRWG

Nouvelles du Groupe de travail et commentaires. Le Groupe de travail sur les droits de l'homme a suivi de façon étroite les rapports menaçant les archives en Argentine, Bolivie, Hongrie, Japon et Russie.

En décembre 2016, le gouvernement argentin a publié le décret de modernisation No. 44/16, transférant la responsabilité de l'évaluation des archives nationales aux directeurs des agences gouvernementales. Ce qui enlève un grand pouvoir de décision des mains des archivistes professionnels qui sont formés pour juger quel document doit être conservé comme partie intégrante de l'héritage documentaire de la nation. Heureusement, après que beaucoup de personnes et d'organisations ont manifesté leur mécontentement, le gouvernement a abrogé le transfert d'autorité et réaffirmé le rôle des archives nationales. Maintenant, l'autorité des archives nationales devrait être revue et renforcée pour s'assurer qu'elle peut identifier, évaluer, et procéder au traitement des archives non seulement papier mais aussi la masse croissante des archives numériques des agences argentines gouvernementales.

Le Centre de Documentation et d'Information Bolivienne (CEDIB), fondé en 1970, a été basé depuis 1993 à l'Université de Mayor de San Simon. En 2012, ses documents et ses archives furent déclarés "Héritage documentaire de la ville de Cochabamba." En mars, le CEDIB reçut une lettre notariée du recteur de l'Université leur donnant deux jours pour évacuer les lieux, a rapporté le *Guardian*, car "un Institut chinois doit être installé ici immédiatement." Le site web du CEDIB a déclaré, "nous sommes dans l'obligation de déménager notre bibliothèque et nos archives, qui sont vieilles de 45 ans, ayant classé plus de 11 millions de nouvelles, 60 000 livres et autres documents sur l'histoire récente de la Bolivie." Le directeur du CEDIB a déclaré, "C'est un trésor de preuves historiques pour lequel les membres du public peuvent consulter s'ils ont besoin de connaître des choses les concernant, notamment celles concernant les droits de l'homme. Par exemple, en utilisant un dossier du CEDIB, les victimes de la dictature ont pu étayer et documenter leurs requêtes pour réparation vis-à-vis de l'état."

<https://www.theguardian.com/environment/andes-to-the-amazon/2017/apr/08/top-bolivian-ngo-faces-forced- eviction> ; <http://www.cedib.org/>

En Hongrie, les Archives de la fondation Open Society font partie de l'Université Centrale Européenne, qui est l'objet d'une nouvelle loi la visant les changements critiques sinon pour une fermeture complète. Le 26 avril dernier, la Commission Européenne, "sur la base d'une évaluation juridique rigoureuse de la loi hongroise pour une plus haute éducation datant du 4 avril, a dit "que la loi n'est pas compatible avec les libertés fondamentales du marché intérieur, notamment la liberté de fournir des services et la liberté d'établissement mais aussi le droit de liberté académique, le droit à l'éducation et la liberté de mener des affaires comme garanti par la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne, ainsi qu'avec les obligations légales de l'Union sous couvert de la loi de commerce internationale." Le gouvernement hongrois a un mois pour répondre à ces éléments. Les Archives conservent un large éventail de records et des papiers personnels relatifs aux droits de l'homme et au régime des lois; le sort des archives dans l'éventualité d'une fermeture temporaire ou permanente est l'objet d'une grande source d'inquiétude. Ironiquement, les Archives, maintenant menacées, ont été considérées comme un dépôt sûr pour les archives des Balkans et de l'Europe de l'Est. <http://www.osaarchivum.org/>

Deux événements ont causé une certaine inquiétude au Japon. Début avril, *The Mainichi* a rapporté que les archives préfectorales de Chiba "se sont débarrassées de 500 volumes de documents relatifs à la seconde Guerre Mondiale, incluant les noms des personnes décédées à la guerre et les données du registre des familles endeuillés ; les Archives Nationales n'ont apparemment eu aucun rôle de supervision. Cependant, selon la mise en pratique des procédures de la loi relative au Secret d'Etat – ou l'Acte relatif à la protection des Secrets Spécialement Désignés - documents qui existent depuis plus de 30 ans après que l'information

contenue a été désignée secrets d'état spéciaux sont considérés très importants, et doivent être transférés aux Archives Nationales du Japon et ailleurs pour stockage.”
<http://mainichi.jp/english/articles/20170407/p2a/00m/Ona/016000c>; <https://mainichi.jp/english/articles/20170417/p2a/00m/Ona/008000c>

Finalement, en Russie, “un conservateur du Musée d'état de l'Hermitage a affirmé que les autorités gouvernementales ont saisi les archives et les livres relatifs à la vente d'art nationalisé par les Soviétiques après la révolution Bolchévique aux collectionneurs occidentaux.” Dans un message publié sur Facebook, il a écrit que les archives ont été saisies non seulement à l'Hermitage, mais des opérations similaires ont eu lieu également au Musée Historique d'Etat et au Musée d'Etat Pushkin des Beaux-Arts à Moscou.
<http://theartnewspaper.com/news/museums/archives-and-books-documenting-soviet-era-art-sales-seized-from-hermitage/>

Ces cas préoccupants sont simplement ceux qui ont été publiés dans la presse récemment. Le Groupe de Travail des Droits de l'Homme sait que davantage d'archives dans toutes les parties du monde sont l'objet de pression. Seule une surveillance étroite, comme celle au Japon, en Argentine, peut protéger notre héritage archivistique vital.

Nouvelles internationales.

Banque Européenne de Reconstruction et de Développement. “Un rapport indépendant d'enquête conclut que la BERD a échoué à assurer la protection des normes principales de travail lorsqu'elle a fourni un prêt de 30 millions d'euros à Türk Traktör – une compagnie turque spécialisée dans la fabrication de tracteurs et de machinerie agricole. En réponse, la BERD s'est engagée à améliorer ses procédures internes,” a rapporté *SOMO*. Les auteurs du rapport ont vivement conseillé à la BERD d'obtenir de plus amples informations de Türk Traktör afin de surveiller ses pratiques de travail. . <https://www.somo.nl/erdb-fails-respect-turkish-labor-rights/>

Cour Européenne des Droits de l'Homme. La cour a découvert que la procédure controversée de lustration de la part de la Macédoine “ a privé un officiel de l'ère communiste, Peter Karajanov, d'un procès équitable et a violé sa vie privée en publiant son nom avant que la décision finale soit prise,” a rapporté *BIRN*. Karajanov a affirmé que la commission de lustration a utilisé des documents d'une personne ayant le même nom (Peter Karajanov) pour monter un cas contre lui. Pour plus d'information sur la controverse relative à la lustration, voir *Nouvelles de Juillet 2016* et Octobre. http://www.balkaninsight.com/en/article/strasbourg-court-rules-against-macedonian-lustration-case-04-07-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=e8c501ab40-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-e8c501ab40-319755321

Dans le cas soulevé par les parents des victimes du siège de Buslan en 2004 en Russie, où plus de 300 personnes furent tuées et de nombreuses autres blessées, la cour a découvert que les officiels russes ont non seulement pas été en mesure de protéger la vie des personnes mais ils ont aussi échoué dans l'examen minutieux des restes et des preuves post-facto. La cour a déclaré “que des mesures médico-légales déficientes ont mené à une situation où il était impossible d'établir, avec un degré de certitude, les causes des morts d'au moins un tiers des victimes, et les circonstances exactes et la localisation des corps de beaucoup d'autres.” De plus, elle a dit que “l'enquête avait échoué à sécuriser proprement, collecter et enregistrer les records des preuves au bâtiment de l'école le 4 septembre. Ce qui a donné un rapport incomplet sur de nombreux plans.” Finalement, la cour a déclaré, “elle note aussi l'échec à assurer un degré suffisant dans l'examen approfondi en restreignant l'accès des victimes à des experts du rapport.” La cour a ordonné à la Russie de payer 2,955 millions d'euros (environ 3,14 millions de dollars) en dommages et 88 000 euros de frais judiciaires. La Russie a dit qu'elle ferait appel de la décision de justice.
<http://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22itemid%22%3A%22001-172660%22%7D>

Union Européenne. L'Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne a publié un avis, “Améliorer l'accès pour remédier dans les secteurs des affaires et des droits de l'homme au niveau de l'Union Européenne.” Elle a affirmé que “les remèdes, à la fois fondés sur les bases étatiques et non étatiques, doivent offrir, au minimum, un certain niveau de transparence pour le public général quant à leur existence et leurs questions générales.” Reconnaisant que “plusieurs outils, incluant le portail européen e-Justice, fournissent beaucoup d'information pertinente, l'Agence a affirmé que l'UE manque encore “d'un répertoire pour les sociétés de l'UE qui ont des obligations selon les instruments de l'UE ... avec des détails sur leur livraison sur ces obligations, incluant l'accès pour y remédier – procédures et pratiques.”
<http://fra.europa.eu/en/opinion/2017/business-human-rights>

Banque Interaméricaine de Développement. (BID) Les familles qui ont été déplacées de leur terres dans le Nord-Est d'Haïti pour faire place au parc industriel Caracol (CIP) se sont plaintes au Mécanisme de Consultation et d'Enquête de la BID car la banque "a financé le CIP dès le début." La plainte dit que les familles "ont été appauvries au nom du développement" et qu' "à aucun moment les documents clés du projet ou l'information relative au projet n'ont été mises à disposition des victimes dans un format et une langue appropriée." <http://www.accountabilitycounsel.org/wp-content/uploads/2016/09/1.12.17-Caracol-Industrial-Park-MICI-complaint-1.pdf>

Cour Internationale de Justice. Dans le cas de l'Ukraine contre la Fédération de Russie, la cour a publié "des mesures provisoires" demandant à la Russie "de s'abstenir d'imposer des limitations sur la possibilité pour la communauté Tartare de Crimée de conserver ses institutions représentatives" et "d'assurer la disponibilité de l'éducation dans la langue ukrainienne." Ella a déclaré que les rapports du HCR et de la mission d'évaluation en Crimée de l'OSCE montrent, de prime abord, qu'il y a eu des limites sur la possibilité pour les Tatars de Crimée de choisir leurs institutions représentatives, et des restrictions relatives à la possibilité de la langue ukrainienne dans les écoles de Crimée." <http://www.icj-cij.org/docket/files/166/19412.pdf>

Nations Unies. Un nouveau rapport de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a affirmé que "les risques de santé liés au changement climatique sont en augmentation dans le monde." Le rapport est fondé sur les données soumises par 14 pays plus ceux de l'UE, un certain nombre d'ONG, et divers entités de l'ONU. <http://unfccc.int/resource/docs/2017/sbsta/eng/02.pdf>

En février 2016, un panel de conseillers a vivement recommandé à l'ONU "de s'excuser publiquement et d'indemniser les centaines de Roms qui ont été empoisonnés par la fuite de plomb dans les camps délabrés gérés par les Casques Bleus de la mission du Kosovo" entre 1998 and 2012, a rapporté le *New York Times*. L'ONU n'a toujours rien fait. Le *Times* a dit que l'ONU hésite à publier un document qui contient "des éléments de langage qui pourraient être interprétés comme une approbation de la responsabilité." Les juristes des Nations Unies comprennent l'importance des records. https://www.nytimes.com/2017/04/18/world/europe/roma-gypsies-lead-poisoning-un.html?_r=0

Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Lors de sa réunion le 24 mars, les Conseil des droits de l'homme a adopté une résolution concernant la Corée du Nord, qui inclut la décision de "renforcer" les efforts de surveillance et de documentation du Bureau du Haut-Commissaire des droits de l'homme des Nations Unies afin d'établir "un répertoire central d'information et de preuve," et d'avoir "des experts capables d'évaluer dans le cadre de responsabilité légale toute information et tous témoignages dans l'éventualité de développer de possibles stratégies pouvant être utilisées dans quelconque future procédure de responsabilité." Par la suite, *The Hankyoreh* a rapporté que "les archives d'information et de preuve d'abus de droits de l'homme par le régime nord-coréen" seront établies "à Genève dans un souci de garantir la sécurité et la confidentialité de cette information sensible." <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/LTD/G17/069/64/PDF/G1706964.pdf?OpenElement>; http://english.hani.co.kr/arti/english_edition/e_northkorea/788901.html

Nouvelles générales/ du monde.

Archives du monde des affaires. Une nouvelle enquête de "l'ONG Global Witness and Finance Uncovered" a rapporté que Shell, la compagnie anglo-hollandaise, et la société italienne Eni "ont participé à un vaste réseau de corruption relatif à l'un des plus importants gisements d'Afrique" au Nigeria. Utilisant des courriels des compagnies qui ont fuité, la preuve des cas des cours (apparemment incluant des records saisis en février 2016 par un raid de la police au siège de Shell), et l'information à partir des conversations téléphoniques enregistrées par la police néerlandaise, les ONG ont conclu que "le montant payé pour le gisement est une fois et demi ce que les Nations Unies ont besoin pour remédier à la crise liée à la famine – mais l'argent a été détourné dans la poche d'individus" au Nigeria. https://www.globalwitness.org/en-gb/campaigns/oil-gas-and-mining/shell-knew/?utm_source=Supporter+Email+List&utm_campaign=0b24a0902a-EMAIL_CAMPAIGN_2017_04_10&utm_medium=email&utm_term=0_2246df3038-0b24a0902a-130032821

L'"Index de classement de responsabilité des Droits numériques de 2017" a été publié fin mars. Il classe 22 "des plus puissantes sociétés de télécommunications, de téléphonie mobile, et d'Internet sur leurs

engagements publics et a dévoilé leurs politiques affectant la liberté d'expression et la vie privée des utilisateurs". L'index affirme que la divulgation de la société "est inadéquate à tous les niveaux" laissant les utilisateurs sans "l'information dont ils ont besoin pour prendre des décisions." <https://rankingdigitalrights.org/index2017/>

Le *Bulletin trimestriel de Responsabilité des Entreprises* présente "Surmonter l'accès inégal à l'information – barrières fréquentes pour les victimes des abus d'entreprises." <http://us3.campaign-archive1.com/?u=bdd1a6a40ffad39c8719632f&id=45108fe9d8&e=f7f8d1dd34>

Records de la prison de Guantanamo. Dans un cas déposé par de nouvelles organisations, une cour d'appel fédérale a statué que les militaires américains peuvent retirer de la vue du public au moins 28 vidéos montrant des gardes de la prison de Guantanamo extrayant un détenu faisant la grève de la faim de sa cellule et le forçant à manger," a rapporté le *New York Times*. Les vidéos font partie des records de la cour dans une action en justice contestant l'usage par les militaires de la force pour faire manger les détenus, mais elles sont sous scellé actuellement. <https://www.nytimes.com/2017/03/31/us/politics/guantanamo-detainees-force-feeding-videos.html?smid=tw-share&r=1>

Records médicaux. L'Agence américaine des produits alimentaires et médicamenteux a accordé son approbation à une compagnie de test génétique qui offre des tests pour 10 conditions (incluant les facteurs de risque pour développer les maladies telles que Parkinson, Alzheimer et les maladies cœliaques) et d'envoyer les résultats directement à la personne qui a envoyé un échantillon, pas à un professionnel de la médecine, a rapporté *STAT*. Ce n'est pas clair qui serait responsable de la gestion des records de l'analyse fournie à la personne. <https://www.statnews.com/2017/04/06/genetic-test-alzheimers/>

Hyland a dit qu'à la requête de l'Agence américaine des produits alimentaires et médicamenteux, il rappelait de la vente toutes ses tablettes liées à la poussée des dents, "à la suite des rapports selon lesquels les tablettes ont causé des convulsions et d'autre sévères complications chez des centaines d'enfants," a rapporté *STAT*. Pour le contexte, voir *Nouvelles*, Février 2017. <https://www.statnews.com/2017/04/13/homeopathy-tablets-recall/>

Seconde Guerre mondiale. Yad Vashem, le Centre du Mémorial de l'Holocauste à Jérusalem, a maintenant identifié les noms d'environ 4,7 millions sur les 6 millions de Juifs estimés qui ont été assassinés durant le régime nazi, a rapporté *BBC News*. Cependant, seulement la moitié des 1,5 millions d'enfants estimés tués ont été identifiés. "Le mémorial conserve 205 mètres linéaires de documents relatifs à l'Holocauste, qui ont été examinés méticuleusement dans la recherche des noms." <http://www.bbc.com/news/world-middle-east-39062221>

L'Institut de l'Héritage Européen de la Shoah a publié *l'Étude sur la Restitution Immobilière Immuable*, "la toute première compilation de toute la législation passée depuis 1945 par les 47 états qui ont participé à la Conférence en 2009 à Prague sur les Actifs durant l'Holocauste et approuvée par la Déclaration de Terezin." La Déclaration a mis l'accent sur la restitution de la propriété immobilière (immuable), soit privée, soit communale soit sans héritier. <http://shoahlegacy.org/restitution-of-immovable-property/>

Une Cour fédérale américaine a statué qu'une action judiciaire peut être engagée contre l'Allemagne au sujet de plaintes relatives à la période nazie de spoliation des marchands juifs de collections de trésors d'arts médiévaux." Le juge a statué que puisque le pillage nazi de propriété juive faisait partie intégrante du génocide des Juifs – un crime reconnu par la loi internationale – la cour a juridiction à juger la plainte," a rapporté *Reuters*. <http://www.reuters.com/article/us-usa-nazi-artwork-idUSKBN17601L>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Argentine/France. La France était d'accord "pour aider les procès de violation des droits de l'homme" durant la dictature en Argentine entre 1976 et 1983 en délivrant des copies des dossiers diplomatiques relatifs aux crimes contre l'humanité en Argentine, ont rapporté *RFI* et *AFP*. "Plus de 20 citoyens Français sont toujours portés disparus en Argentine," et la France a "accueilli des milliers d'exilés qui ont fui" durant la période de la dictature. <http://es.rfi.fr/general/20170405-argentina-recibe-de-francia-archivos-de-la-represion-en-dictadura>

Argentine/Vatican/Uruguay. Le Vatican a commencé “la première phase de déclassification de ses archives relatives à la dictature militaire en Uruguay,” a rapporté *telesur*. Le Vatican “fait aussi avancer le processus de déclassification de ses archives relatives à la dictature en Argentine ... avec des dossiers de la Conférence Épiscopale Argentine.” <http://www.telesurtv.net/english/news/Vatican-Begins-Declassifying-Documents-on-Uruguay-Dictatorship--20170424-0016.html>

Argentine/États-Unis. Les États-Unis ont publié plus de 900 records classifiés du département d'État relatifs aux abus des droits de l'homme en Argentine, apportant un nouvel éclairage sur l'entité multinationale du Cône Sud connue sous le nom d'Opération Condor,” a rapporté National Security Archive. “Les archives révèlent que les membres de Condor envisageaient d'ouvrir des bureaux aux États-Unis et en Europe, et offrent de nouvelles informations sur le sort des militants disparus entre les années 1970 et les années 1980.” <http://nsarchive.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB588-Trump-release-continues-US-declassified-diplomacy-with-Argentina/>

Arménie/Israël/Turquie. Dans un cas classique de détective d'archives, un historien a localisé “un télégramme longtemps perdu et utilisé comme preuve dans les tribunaux militaires” qui se sont tenus en Turquie en 1919-1920 et qui reconnaissent coupables quelques-uns des planificateurs du génocide arménien, a rapporté le *New York Times*. Apparemment, craignant que les archives soient détruites, “un ensemble de ces archives de cour” fut envoyé en dehors de la Turquie en 1922 par “des leaders arméniens.” Durant les années 1930, elles étaient au Patriarcat Arménien de Jérusalem où elles furent photographiées dans les années 1940 par un moine arménien qui a passé les photographies à un neveu vivant alors à New York.” L'historien a utilisé ces matériaux. <http://www.timesofisrael.com/jerusalem-archive-yields-armenian-genocide-smoking-gun/>

Bangladesh/Inde. A l'aube d'un accord historique en 2015 pour délimiter la frontière entre le Bangladesh et l'Inde, les habitants dans les régions enchantées entre les deux pays ont eu le choix de la nationalité et ont reçu la nationalité et des cartes d'identité. La Fondation de recherche des Observateurs a analysé les progrès de l'application de l'accord et a découvert que les records liés à la propriété foncière “ont été mal rangés ou perdus et il se peut que la décision finale” sur la propriété foncière sur chaque côté de la frontière repose sur la base de témoignages oraux.” Pour plus d'information, voir *Nouvelles* de mai 2015. http://www.eurasiareview.com/26042017-from-stateless-to-new-citizens-a-quest-for-more-pro-active-rehabilitation-policies-analysis/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Bangladesh/Inde (Jammu)/Myanmar. Lors d'une conférence de presse enregistrée par plusieurs médias, le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Jammu (Inde) a déclaré que si le gouvernement central ne déporte pas les Rohingyas et les Bangladais de Jammu “nous serions laissés sans autre option que de lancer le mouvement ‘Identifier et Tuer’ contre les colons étrangers qui sont des criminels dans l'état. Ce ne serait pas un délit s'ils sont tués puisqu'ils ne sont pas citoyens de cet état,” a rapporté *KL News Network*. L'importance de préserver les records audio de cette conférence de presse ne peut être exagérée. <http://www.kashmirilife.net/jammu-chamber-to-launch-identify-kill-campaign-against-rohingya-refugees-137095/>

Belgique/Burundi/Congo/Rwanda/Vatican. L'Église Catholique en Belgique “a demandé pardon pour avoir déraciné les enfants mixtes de leurs familles au Congo belge d'alors, au Rwanda et Burundi “et les avoir mis dans des centres de soin spéciaux gérés par l'Église,” a rapporté *The New Times*. Les évêques belges en appellent à toutes les institutions catholiques en Afrique, en Belgique et à Rome pour ouvrir leurs archives.” En donnant accès à leurs archives, ceux qui cherchent encore leurs racines pourront au moins tourner la page.” <http://allafrica.com/stories/201704270034.html>

Canada/Guatemala. Entre 2008 et 2011, Hudbay, le géant minier canadien, possédait la mine Fenix au Guatemala. En 2009, le responsable de la sécurité a prétendument tué un homme et tiré sur un autre qui est maintenant paralysé alors qu'ils protestaient sur le site minier. *Marketwired* a rapporté qu'une cour guatémaltèque a acquitté l'homme, malgré ce que les avocats de la victime ont appelé “des témoignages accablants du meurtre et les preuves balistiques et médico-légales.” Dans sa décision, la cour a demandé au gouvernement d'accuser les victimes, témoins et même le procureur, de “faux témoignage, obstruction à la justice, de contrefaçon de documents publics et de falsification de documents.” Les victimes poursuivent le cas devant une cour au Canada, où Hudbay a été prié de remettre “des milliers de documents internes d la

compagnie” aux avocats des victimes. <http://finance.yahoo.com/news/klippensteins-barristers-solicitors-alleged-killer-005323123.html>

Colombie/Équateur/États-Unis. Un groupe de fermiers équatoriens a poursuivi DynCorp International, une société américaine qui avait un contrat avec la Colombie pour des avions aspergeant de produits chimiques, tuant ainsi les plantes de coca. Les fermiers ont déclaré que les pilotes avaient une conduite dangereuse et que les produits chimiques dérivant vers leurs fermes en Equateur, ont affecté leur santé et abimé leurs récoltes. *The Associated Press* a rapporté qu’un jury a trouvé “DynCorp responsable des pilotes soustraitants entre 200 et 2007, mais pas des employés colombiens chargés de l’application de la loi” (la police colombienne accompagnait parfois les pilotes dans les avions). Puisque les fermiers ne savaient pas qui pilotait l’avion qui a affecté leur santé et abimé leurs récoltes, le jury ne leur a pas accordé de dédommagements. Un autre procès est prévu en décembre pour d’autres plaignants. Les records de la société, ainsi que ceux de la police colombienne, devraient fournir des informations sur les vols. <http://www.readingeagle.com/ap/article/us-jury-rejects-damages-for-ecuadoran-farmers-in-coca-eradication-spraying>

Colombie/États-Unis. Dans le cadre de la loi de la liberté d’information et suite à une demande déposée par l’ONG américaine « National Security Archive », plus de documents d’archives relatifs au financement par Chiquita Brands International, une entreprise du secteur de l’agroalimentaire, des paramilitaires colombiens des Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) ont été publiés. Ils comprennent la transcription de la Commission de Sécurité et d’Echange qui détaille les années de paiements et révèlent pour la première fois les identités et les rôles des individus exécutifs de Chiquita qui approuvaient et dirigeaient les années de paiements aux troupes responsables d’innombrables violations des droits de l’homme en Colombie.” <http://nsarchive.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB586-Testimony-Reveals-Chiquita-Executives-Behind-Terror-Payments/>

France/Rwanda. L’ONG Ligue Internationale contre le Racisme et l’Antisémitisme, basée en France a demandé à la France de “rendre public tous les documents diplomatiques, militaires, politiques et financiers relatifs à l’action de la France au Rwanda entre 1990 et 1994,” a rapporté *The New Times*. Le ministre de la Justice du Rwanda “est actuellement en train d’évaluer le rôle d’un certain nombre de leaders politiques de cette période, direct ou indirect, dans le génocide contre les Tutsis.” <http://allafrica.com/stories/201704110210.html>

Kosovo/Serbie. Le Commissaire aux Droits de l’Homme du Conseil de l’Europe a déclaré que “le Kosovo doit arrêter de garantir l’impunité pour les crimes commis lors du conflit avec la Serbie en 1998-1999. Il a demandé expressément que les deux pays montrent plus d’engagement politique à résoudre les cas des personnes disparues, et a “demandé l’ouverture des archives de l’armée serbe et de la police si bien que l’information au sujet du sort des disparus puisse être utilisée pour trouver les fosses communes.” http://www.balkaninsight.com/en/article/council-of-europe-kosovo-war-victims-denied-justice--04-10-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=f736bfd384-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-f736bfd384-319755321

Libéria/Pays-Bas/Sierra Leone. Une cour néerlandaise a condamné Guus Kouwenhoven de complicité de crimes de guerre et de trafic d’armes pour vendre des armes au président de l’époque Charles Taylor lors de la guerre civile au Liberia et en Sierra Leone, a rapporté *The Guardian*. La cour a déclaré qu’il a utilisé son commerce de bois d’œuvre pour couvrir le trafic d’armes au mépris des lois d’embargo des armes des Nations Unies. L’ONG « Global Witness » a rassemblé de nombreuses preuves au sujet de la société de Kouwenhoven, et les procureurs néerlandais ont cité cette recherche quand ils ont porté plainte. <https://www.theguardian.com/law/2017/apr/22/dutch-arms-trafficker-to-liberia-guus-kouwenhoven-given-war-crimes-conviction>; pour l’étude de Global Witness voir <https://www.globalwitness.org/sites/default/files/pdfs/taylormade2.pdf>

Pologne/Russie. En 2010 un avion transportant le président de Pologne Lech Kaczynski et 95 autres personnes s’est écrasé dans l’ouest de la Russie, tuant tous les passagers. Le gouvernement polonais a maintenant réactivé l’enquête et les membres de l’enquête disent qu’ils considèrent “probable la possibilité d’une explosion en se fondant sur l’analyse d’une conversation entre le pilote de l’avion et les contrôleurs aériens russes au sol.” Ce n’est pas clair ou l’enregistrement a été conservé depuis 2010. *EurActiv* a dit que les membres de la précédente enquête, qui a conclu que le crash était dû à une erreur humaine et à la mauvaise météo, n’est pas d’accord avec ce nouveau rapport. http://www.eurasiareview.com/12042017-poland-probe-finds-explosion-caused-presidential-jet-crash/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Arabie Saoudite/Royaume-Uni/Yémen. Le service de la police métropolitaine de Londres “a reçu une saisine de la cour relative à une allégation de crimes de guerre, faite contre l’Arabie Saoudite, commise au Yémen.” Le porte-parole a déclaré que les services conduisent une étude sur la portée de ‘action pour décider s’ils pouvaient identifier un suspect et commencer l’enquête, a rapporté *The Independent*. Les archives de la police seront importantes si dans le futur les poursuites judiciaires ont lieu où que ce soit dans le monde. <http://www.independent.co.uk/news/uk/politics/saudi-arabia-theresa-may-war-crimes-metropolitan-police-investigate-visit-trade-mission-a7663706.html>

Parties en guerre dans le conflit syrien. Le 4 avril, les Casques Blancs, une organisation syrienne de volontaires, a posté une vidéo qui déclare montrer l’attaque au gaz sarin sur la ville de Khan Sheikhoun située au nord de la Syrie, attaque qui a tué plus de 80 personnes et blessé des centaines d’autres. Des rapports de la part de dizaines de médias ont suivi ; le président syrien Bashar al-Assad et le ministre de la Défense russe ont affirmé que les vidéos étaient fausses. Le Directeur-général de l’Organisation pour l’Interdiction des Armes Chimiques a déclaré que le rapport sur le gaz sarin à Khan Sheikhoun est l’une des 45 allégations d’usage d’armes chimiques, toutes ont été “enregistrées et documentées par nos experts, qui font un suivi quotidien.” Il a qualifié les échantillons pris sur les victimes comme des preuves “irréfutables” que le sarin ou une substance similaire a été utilisé. A la fin du mois, le ministre des Affaires Étrangères français a dit que l’“enquête d’évaluation” nationale a fourni des preuves de l’usage du gaz sarin et de la responsabilité du régime syrien lors de l’attaque du 4 avril. http://www.eurasiareview.com/18042017-russian-defense-ministry-questions-videos-of-syria-chemical-attack/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29; http://www.eurasiareview.com/29042017-syria-chemical-weapons-allegedly-used-45-times/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29; <http://www.diplomatie.gouv.fr/en/country-files/syria/events/article/chemical-attack-in-syria-national-evaluation-presented-by-jean-marc-ayrault>

Reuters a rapporté que la plupart des pays européens requièrent des personnes recherchant le statut de réfugiés qu’elles puissent produire de la documentation “qu’il est difficile d’obtenir pour certains pays comme la Syrie.” De façon variée, les pays demandent les passeports, les certificats de naissance et de mariage, preuves de tutelle, documents qui prouvent la vie commune, ou des records médicaux récents. Certains exigent des traductions certifiées.” Dans d’autres travaux, comme le dit un demandeur d’asile, ils ont besoin “de documents de la part de gouvernements qui sont eux-mêmes parties prenantes de la situation problématique dans laquelle nous nous trouvons et que nous avons fui.” <http://news.trust.org/item/20170426090735-p2p0r/>

Nouvelles nationales.

Afghanistan. L’ONG Institut pour rendre compte de la paix et de la guerre (« Institute for War and Peace Reporting ») basée à Londres, a publié un rapport sur le travail des enfants dans les mines de charbon. Le gouverneur adjoint de la province de Samangan, où un grand nombre de mines se trouve, a dit que “plus de 1000 des 5000 travailleurs de ces mines sont des mineurs (n’ayant pas l’âge légal pour travailler).” Il a déclaré que son Bureau avait écrit “des centaines de lettres au ministre des mines et des industries sur le sujet, mais aucune action n’a été prise.” Un porte-parole du ministère des mines a dit qu’il avait écrit au ministère de l’Intérieur un certain nombre de fois leur demandant d’agir au sujet de l’extraction illégale.” Un leader syndicaliste a une copie d’une lettre datée de 2014 que le ministre du Travail a envoyé aux propriétaires des mines confirmant qu’“il était illégal d’employer des enfants dans des travaux difficiles.” Il y a clairement assez de documents pour documenter le problème. http://www.eurasiareview.com/12042017-afghanistan-child-labor-in-coal-mines/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Argentine. Pendant plus de quatre décennies, les célèbres Mères de la Place de Mai ont marché chaque semaine à Buenos Aires pour faire pression sur le gouvernement afin de clarifier le sort des enfants disparus ou des petits-enfants et d’amener les bourreaux auteurs de torture et les meurtriers de la dictature argentine devant la justice. Les Mères ont eu du succès, bien qu’incomplet, dans deux quêtes, mais elles sont inquiètes que l’actuel gouvernement essaie de “purger l’histoire,” a rapporté *the Guardian*. Le gouvernement maintenant suggère que le nombre de victimes a été seulement de 9 000, citant un chiffre provisoire établi par une commission spéciale après le retour de la démocratie en 1983. Mais les militaires

eux-mêmes ont reporté le meurtre de 22 000 personnes dans une communication en 1978 aux renseignements chiliens.” https://www.theguardian.com/world/2017/apr/28/mothers-plaza-de-mayo-argentina-anniversary?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA+-+Collections+2017&utm_term=223666&subid=22849866&CMP=GT_US_collection

Australie. “Des documents classifiés relatifs aux missions de renvoi des demandeurs d’asile en Australie ont été publiés lors d’une bataille juridique mémorable, mais certaines parties restent secrètes après qu’un tribunal a décidé qu’il saboterait les opérations,” a rapporté *Guardian Australia*. Les archives diffusées incluent des records du département de l’immigration, une série de journaux de bord d’embarquement des vaisseaux des douanes, et d’autres pièces d’archives d’une unité opérationnelle “quasi militaire”. https://www.theguardian.com/australia-news/2017/apr/03/details-of-australias-asylum-seeker-turnback-operations-released-in-foi-battle?utm_source=Newsletter&utm_campaign=54d2fe3084-Newsletter_April_2017&utm_medium=email&utm_term=0_84a7f06290-54d2fe3084-225732189

Brésil. “Les procureurs brésiliens exigent des réponses après que les noms de 17 employeurs ayant gagné de l’argent grâce à la traite ont disparu des ‘listes noires’ du pays incluant les noms et qui couvre de honte les sociétés engagées dans cet esclavage moderne, a rapporté *Reuters*. La liste est gérée par le ministère du Travail, et le site du ministère a dit qu’à partir du 1er avril “plus de 65 employeurs ont été pris par les inspecteurs du travail pour avoir soumis les travailleurs a des conditions similaires a de l’esclavage.” <http://news.trust.org/item/20170417155609-w99nh/>

Le Brésil a commencé un projet pilote pour utiliser la technologie de Chaînes de Bloc (Chain Block) pour enregistrer les actes de propriété. Pour les implications de cette technologie sur les archives, voir l’article de Victoria Lemieux. <http://www.emeraldinsight.com/doi/full/10.1108/RMJ-12-2015-0042>; <http://www.blockchainbc.ca/main/article/blockchain-ubc-partner--ubitquity--working-on-blockchain-secured-platform-for-real-estate-recordkeeping--announces-historic-pilot-with-a-land-records-bureau-in-brazil>

Canada. La Police Royale Montée canadienne confirme publiquement pour la première fois l’utilisation d’appareils de surveillance des téléphones portables au Canada,” a rapporté *CBC News*. Le directeur de la police montée canadienne a déclaré que l’usage d’un Appareil Identifiant Mobile requiert l’approbation de la police ainsi qu’ordre d’un juge.” Un Appareil Identifiant Mobile a été utilisé dans 19 enquêtes criminelles en 2016 ; dans tous les cas (sauf un), la police a eu un mandat avant de l’utiliser. <http://www.cbc.ca/news/canada/rcmp-surveillance-imsi-catcher-mdi-stingray-cellphone-1.4056750>

Chine. “La qualité de l’air en Chine a posé des problèmes à plus de 3000 sociétés dans les 3 premiers mois de l’année, dont plus d’un tiers a falsifié les données” a rapporté le ministère de la Protection Environnementale. *Reuters* a affirmé “que les données officielles” publiées fin mars “ont montré que la qualité de l’air était nettement plus mauvaise que dans les deux premiers mois de l’année à la même période en 2016.” http://www.reuters.com/article/us-china-pollution-idUSKBN17207B?link_id=75&can_id=&source=email-media-mentions-march-31-2017&email_referrer=media-mentions-march-31-2017&email_subject=media-mentions-march-31-2017

Colombie. Faisant partie de l’accord avec les rebelles FARC, le gouvernement a “inauguré une Commission Vérité historique qui enquêtera sur la persécution des civils durant les 52 années de guerre entre les multiples acteurs, État inclus,” a rapporté *Colombia Reports*. La Commission “ne pourra pas imposer des pénalités ou transférer des preuves ou des confessions à quelconque entité judiciaire.” <http://colombiareports.com/colombia-creates-historic-truth-commission/>

L’ONG basée à Bruxelles, Groupe de Crise International, a rapporté que le 4 avril, les dirigeants des FARC “ont remis” au gouvernement “une liste de tous les combattants dans les cantonnements, soit un total de 6 804 combattants de la guérilla et 1541 combattants de la guérilla urbaine.” Ils ont dit que “d’autres listes avec les combattants de toutes les milices sont en cours d’élaboration.” <https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/andes/colombia>

Croatie. Dans le cadre d’une poursuite en diffamation initiée par Tomislav Karamarko, un homme politique, contre un ancien officiel du Service Yougoslave de Sécurité d’Etat (SDS) qui l’a accusé d’être un ancien informateur du SDS, un autre ancien agent du SDS a témoigné que les archives de Karamarko “devraient exister dans la documentation officielle de la SDS” et confirmeraient son rôle dans une “opération spéciale” sous le nom de code “Trs” (roseaux), a rapporté *BIRN*. <http://www.balkaninsight.com/en/article/ex-croatian-rightist-leader-called-yugoslav-informer-04-26->

Égypte. *Mekameleen*, une chaîne satellitaire d'opposition égyptienne basée en Turquie, a posté une vidéo montrant ce qui apparaissait comme des soldats égyptiens tirant sur deux hommes encagoulés, a rapporté *Al Jazeera*, disant qu' "elle ne pouvait pas vérifier l'authenticité de la vidéo." La vidéo semble avoir été filmée lors d'un raid en décembre 2016 dans le Sinaï, où l'armée égyptienne a été accusée de mener des assassinats extra-judiciaires et "en mettant en scène les morts pour les faire apparaître comme des victimes de fusillades." <http://www.aljazeera.com/news/2017/04/army-accused-extrajudicial-killings-leaked-video-170421105355148.html>

Les Juifs en Egypte maintiennent les registres du cycle de la vie "contenant tous les détails des naissances, mariages et décès des Juifs d'Alexandrie et du Caire, qui remontent au milieu du XIXe siècle." Conservés dans les deux principales synagogues, "les officiels du gouvernement sont arrivés l'an dernier dans les synagogues et ont pris les registres, qui sont maintenant conservés aux Archives Nationales Égyptiennes" ou ils ne sont pas accessibles, a rapporté *The Jewish Chronicle*. "La plupart des Juifs Égyptiens ont quitté le pays en deux vagues, après 1948 et de nouveau après 1967," et certains ont besoin de l'information contenue dans ces registres pour prouver leur judaïté." <https://www.thejc.com/news/world/vital-papers-proving-jewish-identity-held-back-by-egypt-1.436284>

France/Guadeloupe. En mai 1967, à Pointe à Pitre, une grève de travailleurs s'est transformée en un affrontement important entre la police (képis rouges) et les travailleurs, étudiants, et autres manifestants. Après 3 jours de tumulte, on dénombrait au moins 87 morts. *Carib Creole News* a rapporté que depuis 2005 la Guadeloupe a demandé qu'une enquête sérieuse soit menée sur les massacres de mai 1967, "mais toutes les archives des hôpitaux et du bureau du maire relatives à cette période ont mystérieusement disparu et ne sont pas accessibles." <http://www.caribcreolenews.com/index.php/service-presse/item/9109-guadeloupe-appel-pour-la-verite-la-justice-la-reparation-et-la-rehabilitation-pour-les-victimes-des-massacres-des-26-et-27-mai-1967-a-pointe-a-pitre>

Géorgie. En Abkhazie, une partie sécessionniste de Géorgie, les autorités ont commencé à "délivrer des permis de résidence aux personnes d'ethnie géorgienne" qui ont vécu en Abkhazie au moins 10 ans depuis 1999, a rapporté *Civil.Ge*. "Le document autorise ses détenteurs à garder la nationalité géorgienne, à résider dans la région et à franchir la ligne de frontière administrative avec le reste de la Géorgie." Il ne donnera pas "les pleins droits politiques" aux personnes d'ethnie géorgienne, Il leur permet de vendre mais pas d'acheter des propriétés, et si un détenteur de permis quitte l'Abkhazie pour plus de 6 mois, il "se verrait déchu de son document." http://www.eurasiareview.com/20042017-georgia-authorities-use-blockchain-technology-for-developing-land-registry/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Comme au Brésil (voir ci-dessus), la Géorgie commence à enregistrer les propriétés foncières et les transactions avec la technologie des blocs de chaîne. http://www.eurasiareview.com/26042017-abkhazia-issuing-residence-permits-to-ethnic-georgians/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Guatemala. Après une audience préliminaire relative au massacre de Dos Erres le 31 mars, le procureur général "a exposé les grandes lignes des charges et des preuves contre [l'ancien président] Rios Montt, y compris les documents militaires officiels, les témoignages visuels, et les rapports d'experts," a rapporté *International Justice Monitor*. Le juge "a déterminé qu'il y a suffisamment de preuve" et a transféré le dossier au tribunal. <https://www.ijmonitor.org/2017/04/rios-montt-to-face-second-genocide-trial-for-the-dos-erres-massacre/>

Inde. Au Cachemire, des hommes armés ont ligoté un homme sur le devant d'une jeep comme bouclier humain, a rapporté *Reuters*. Après la vidéo montrant l'incident qui a circulé largement sur les médias sociaux, la police a porté plainte contre l'armée au sujet de cet incident. Un activiste des droits de l'homme du Cachemire a dit à *Reuters*, "Ce n'est pas le premier cas de bouclier humain. Ce qui diffère maintenant est la documentation du cas, merci aux médias sociaux." <http://news.trust.org/item/20170417080614-mmu8a/>

Indonésie. En 2015, les feux de forêt indonésiens ont duré des mois, causant une très importante pollution de l'air et aboutissant à la mort prématurée de 100 000 personnes dans la région, a écrit l'ONG « Friends of the Earth ». La branche indonésienne de l'organisation, WALHI, "a analysé les données satellitaires de 181 concessions de compagnies d'huile de palme à partir de la saison des feux en 2015" et a publié un rapport

sur les dommages causés. Maintenant une cour, qui a eu le rapport avant qu'il ne devienne une preuve dans une plainte menée par des civils contre le gouvernement de la province du Kalimantan central, a ordonné que le gouvernement "revoie les permis des compagnies d'huile de palme associées aux feux massifs de forêt et des terrains de tourbe en 2015." <http://www.ecowatch.com/indonesia-deforestation-palm-oil-2346201626.html>

Irlande. Au cours d'un procès, "il est apparu qu'un grand nombre de stations de la police nationale avait des lieux pour enregistrer les appels téléphoniques" et les conversations "entre des dizaines de prisonniers et leurs avocats avaient été enregistrées par mégarde par le service de la prison d'état," a rapporté *The Irish News*. Un juge de la Cour Suprême a été nommé pour enquêter sur la pratique d'enregistrement des appels téléphoniques. Le gouvernement a déclaré que la police et le département de la justice "devraient assurer la préservation de toutes les cassettes, en établir un inventaire complet, et s'assurer que les cassettes soient accessibles." <http://www.irishnews.com/news/2014/04/02/news/judge-appointed-to-probe-garda-call-taping-scandal-87916/>

Après la découverte d'une fosse commune à la maison des Enfants et des Mères du Bon Secours, gérée par les Sœurs catholiques de Tuam en Galway, une commission d'enquête a été établie en 2014 et elle n'a pas encore fini son enquête. Selon *Galway Bay fm*, les membres du conseil du comté de Galway se sont demandé si Galway avait rendu accessible toutes les archives relatives à cette maison. Le député Chef exécutif a déclaré que les efforts sont mis sur l'accessibilité des archives d'une façon appropriée et en lien avec les exigences statutaires sur la façon dont les informations personnelles sont gérées." <https://galwaybayfm.ie/county-chief-says-archives-tuam-mother-baby-home-made-available/>

Jordanie. Le Centre de Phénix pour les Etudes Economiques et Informatiques, une ONG basée à Amman, a diffusé une déclaration disant que "la Jordanie manque d'une base de données complète et fiable sur les blessures liées au travail, les accidents et les maladies. Les seules données disponibles sont liées aux travailleurs couverts par une assurance sectorielle, qui ne représente à peine que la moitié des forces de travail nationales." <http://www.phenixcenter.net/en/read-news/171>

Kenya. Lors d'une audience au sujet d'une pétition déposée par les survivants de violences sexuelles et liée au genre qui ont eu lieu après les élections de 2007, un procureur de premier plan - la responsable de la Division sur les violences sexuelles et de genre - a admis que les procureurs n'ont jamais fait de suivi sur les allégations de crimes sexuels faites à deux commissions gouvernementales créées à ce sujet ayant enquêté sur les violences. "Elle a aussi déclaré qu'elle n'avait pas demandé aux commissions "de partager les plaintes reçues," bien que l'une d'elles ait revu plus de 900 cas, a rapporté *International Justice Monitor*. https://www.ijmonitor.org/2017/04/witness-says-prosecution-never-followed-up-on-sexual-crimes-allegations-made-to-government-commissions/?utm_source=International+Justice+Monitor&utm_campaign=b8041194bb-kenya-monitor-rss&utm_medium=email&utm_term=0_f42ffeffb9-b8041194bb-49700673

L'observateur de la police kenyane a lancé une enquête au sujet d'une vidéo qui semble montrer un policier exécutant un membre présumé d'un gang à Nairobi," a rapporté *Newsweek*. La police a dit au journal kenyan que la vidéo était jouée et ne reflétait pas un événement réel. <http://www.newsweek.com/eastleigh-kenya-police-shooting-578148>

Liban. A l'occasion du 42e anniversaire du début de la guerre civile, le CICR "a appelé les autorités libanaises à mener un projet afin de collecter l'ADN et aussi de faire voter une loi qui aidera les familles des disparus à y voir clair sur ce qui s'est passé," a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. "Actuellement il n'y a pas de base de données ou de chiffres exacts sur les personnes disparues durant la guerre entre 1975 et 1990, parmi lesquelles 150 000 ont été tuées selon les estimations." <http://news.trust.org/item/20170413204723-17j1q/>

Mexique. La Commission Nationale sur les droits de l'homme a rapporté qu'elle avait dénombré 855 cas de fosses communes à travers le pays durant la dernière décennie, trouvant 1548 corps", seule la moitié d'entre eux a été identifiée, a rapporté *Reuters*. Elle affirme aussi que le chiffre officiel de personnes "disparues" a atteint les 30000 à la fin de 2016. Cependant, six des 32 entités fédérales du Mexique n'ont pas été prises en compte car elles "ont échoué dans leurs réponses" aux demandes de la commission sur le nombre de personnes disparues. <http://www.reuters.com/article/us-mexico-violence-idUSKBN1782XN;http://mexiconewsdaily.com/news/hidden-graves-count-1143-in-last-10-years/>

Philippines. Le “Philippine Universal Periodic Review Watch”, un “réseau de groupes fondé sur la foi et les droits de l’homme,” a dit au Rapporteur Spécial des Nations Unies au sujet des meurtres extrajudiciaires, qu’il en a documenté de nombreux sur les milliers qui ont été tués durant le processus, la plupart venant de pauvres communautés urbaines,” lors du mandat du gouvernement actuel. http://www.eurasiareview.com/15042017-philippines-interfaith-group-report-on-killings-to-un/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Pologne. L’Institut de la Mémoire Nationale (IMN) a annoncé qu’il avait identifié les noms et les biographies de 12 personnes qui furent victimes de l’ancien régime communiste. “Certains furent tués à la prison de Rakowiecka à Varsovie, les restes des autres - pistés par la police secrète (UB) et reconnus coupables par les cours militaires improvisées, étaient situés à Kielce, Lublin ou Bialystok.” Les familles des 12 étaient présentées avec des notes d’identification par le président de Pologne lors d’une cérémonie. <http://ipn.gov.pl/en/news/934,Further-victims-of-totalitarianism-regain-their-names.html>

Russie. Yury Dimitriyev, un historien qui dirige le Mémorial du chapitre provincial pour la promotion des droits de Carélie, a été arrêté et accusé de préparer et de circuler de la pédopornographie, a rapporté *RadioFreeEurope /RadioLiberty*. En 1997, Dmitriyev et des collègues ont découvert la fosse commune de plus de 9500 prisonniers du camp de Solovsk, exécutés en 1937-1938; actuellement, il participe au projet de Mémorial pour créer une base de données donnant les détails au sujet des 40000 agents de la police secrète de Staline.” De façon inquiétante, alors qu’il était détenu, sa dernière recherche – 450 pages, résultat d’une enquête méticuleuse – et sa recherche archivistique ont disparu sans aucune trace. Merci à Antoon de Baets pour les nouvelles. <https://www.rferl.org/a/russia-stalin-historian-supporters-reject-child-pornography-charges/28455238.html>

La police a fouillé les bureaux de Russie ouverte, une ONG menant un projet de mouvement pro-démocratique. Un employé a dit à *Reuters* “la police cherchait à établir et documenter les liens entre la fondation russe et les branches britanniques afin de bannir les deux.” <http://www.reuters.com/article/us-russia-politics-protests-searches-idUSKBN17T2RC>

TASS a diffusé un article, traduit et publié par *Ceil FM*, rapportant que le président russe Vladimir Poutine avait exprimé son soutien à un large accès aux archives militaires, disant qu’il est “fondamentalement important d’assurer un large accès aux archives et d’assurer leur publication. La possibilité de corriger les sources ... est efficace contre la fabrication de mythes et toutes sortes de spéculations.” Il a demandé une plus large disponibilité des archives à travers la création de sites web : “les ressources modernes de qualité d’Internet avec des fonctions interactives.” <http://www.ciel.fm/be/poutine-sest-prononce-pour-un-large-acces-aux-archives-militaires/>

To stop conspiracy theories that suggest Hitler did not commit suicide at the end of World War II, “the Russian State Archive is ready to furnish the skull of Nazi dictator Adolf Hitler for any examination to prove its authenticity, its director Larisa Rogova told TASS.” <http://tass.com/society/943789>

Pour stopper les théories conspiratrices qui suggèrent qu’Hitler ne s’est pas suicidé à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, “les Archives d’Etat russes sont prêtes à fournir le crâne du dictateur nazi Adolf Hitler pour tout examen afin de prouver son authenticité, a déclaré à TASS sa directrice Larisa Rogova.” <http://tass.com/society/943789>

Russie. Tchétchénie. Un panel d’experts des droits de l’homme a publié un avis déclarant, “nous demandons instamment aux autorités de mettre fin aux persécutions à l’encontre des gays et bisexuels en Tchétchénie qui vivent dans un climat de peur alimenté par des discours homophobes des autorités locales.” Le jury réagissait “aux rapports venant de Tchétchénie depuis mars faisant état d’enlèvements d’hommes perçus comme gays ou bisexuels, menés par les milices locales et les forces de sécurité locales et suivies par une détention arbitraire, de la violence, la torture et autres mauvais traitements.” Selon eux, “l’abus a eu lieu dans un centre de détention officieux.” Plusieurs jours plus tard, *Novaya Gazeta* a dit avoir identifié 6 centres. Une commission d’enquête russe a ouvert une enquête, qui devrait créer des records sur la violence, même si les centres officieux ne produisent pas de records. <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=21501&LangID=E> ; <http://www.newsweek.com/russian-newspaper-reports-chechnya-runs-six-gay-prisons-589383>

Rwanda. Un homme dont le dossier a été transféré au Rwanda du Tribunal Pénal International pour le Rwanda a été reconnu coupable et condamné à la prison à perpétuité pour son rôle dans le génocide, a rapporté *Reuters*. Les records de ce cas incluraient à la fois le TIPR et les matériaux documentaires rwandais. <http://www.reuters.com/article/us-rwanda-genocide-idUSKBN17M1L5>

Serbie. Un ancien officiel de la sécurité d'état a dit au procès de l'opposant journaliste Slavko Curuvija, tué, que les services de sécurité avaient détruit les preuves documentaires : "selon une déclaration des officiers ayant travaillé dans ce service, on pourrait apprendre que la documentation relative à toute la Serbie a été détruite à l'Institut de Sécurité de Belgrade dans la nuit du 7 au 8 octobre 2000, " deux jours avant que Slobodan Milosevic ne soit renversé, a noté *BIRN*. http://www.balkaninsight.com/en/article/serbian-security-destroyed-documents-about-journalist-s-murder-04-06-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=e8c501ab40-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-e8c501ab40-319755321

Le Centre législatif humanitaire a répondu au rapport officiel du Comité de l'ONU sur la torture, démontrant que l'état "manipule les données sur l'efficacité des poursuites des crimes de guerre en Serbie." <http://www.hlc-rdc.org/?p=33529&lang=de>

Espagne. Le gouvernement a reconnu que la Fondation Nationale Francisco Franco a des documents classifiés secrets, même si c'est un organisme privé, a rapporté *El Telegrafo*. Une copie numérique a été donnée au gouvernement; ce n'est pas clair si les documents ont été retirés du fait de la vie privée ou pour des raisons de sécurité nationale et s'ils mettraient en lumière les débats continus sur la guerre civile et la répression qui s'en est ensuivie. <http://www.eltelegrafo.com.ec/noticias/cultura/7/archivos-reabren-debate-sobre-el-franquismo>

Soudan. L'opposition publique à l'usage du cyanure dans les mines d'or et de traitement près des villages a suscité à une opposition croissante parmi les résidents qui se sentent en danger, a rapporté *Africa Times*. Près de 30 sociétés exercent une activité dans le sud de l'état de Kordofan et au moins 11 utilisent du cyanure. Non seulement les archives des compagnies mais celles de la police devraient montrer l'étendue des opérations de cyanure car beaucoup de ces compagnie minières travaillent sous protection policière et le ministre soudanais du métal a envoyé 190 officiers protéger les lieux de la compagnie minière El Hadaf. <https://africatimes.com/2017/03/30/sudan-environmental-activist-on-mining-questioned-by-security-forces/>

Thaïlande. L'Organisation Internationale du Travail (OIT) "a incité le gouvernement thaïlandais à remédier aux abus continus sur les navires de pêche opérant dans les eaux thaïlandaises," a rapporté le *Guardian*. Parmi les plaintes de l'OIT, figure celle selon laquelle la majorité des pêcheurs, particulièrement les travailleurs migrants, ont leurs SID (documents d'identification de marins) retirés par leurs employeurs." Qualifiant cette pratique de "sérieux problème qui pourrait accroître la vulnérabilité des pêcheurs face aux abus, en laissant les travailleurs non documentés, en réduisant leur liberté de mouvement et en les empêchant de quitter leur travail," l'OIT a requis que le gouvernement thaïlandais prenne les mesures nécessaires pour s'assurer que la confiscation des documents d'identité soit prohibée par la loi, qu'il enquête sur de tels abus et qu'il punisse ceux responsables d'enfreindre la loi." https://www.theguardian.com/global-development/2017/mar/30/thailand-failing-to-stamp-out-murder-slavery-fishing-industry-starvation-forced-labour-trafficking?CMP=tw_t_gu ; for the ILO report on seamen http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_549113.pdf

Associated Press a rapporté qu'un homme en Thaïlande a pendu sa fille de 11 mois sur Facebook Live et s'est ensuite tué. La police a découvert les corps après avoir reçu des rapports de la vidéo. Facebook a enlevé la vidéo plus tard dans l'après-midi le jour suivant. <http://www.latimes.com/world/la-fg-thailand-facebook-live-killing-20170425-story.html>

Ukraine. En 2015, le parlement ukrainien a voté une loi qui ouvrait les archives du pays de la police du KGB. Les archives sont conservées au service de sécurité des archives historiques d'Ukraine, mais elles seront éventuellement transférées à l'Institut de la Mémoire Nationale Ukrainien, a rapporté *RadioFreeEurope/RadioLiberty*. Le directeur des archives de la sécurité a dit qu'il n'y a pas d'exemptions pour la vie privée, mais a averti que les archives ne sont pas complètes : "les documents étaient toujours gardés dans leur intégrité jusqu'à la fin de la Seconde Guerre Mondiale. De surcroît, après la capture par l'opposition démocratique des archives de la Stasi (Allemagne de l'Est), le KGB a ordonné une purge de ces archives en 1990." <http://www.rferl.org/a/ukraine-kgb-archives-secret-police-archives-opened-anniversary/28445724.html>

Royaume-Uni. *The Times* a rapporté que les archives du Ministère de l'Intérieur montrent "que des négriers accusés ont payé des millions en compensation dans les trois derniers années mais moins de 5% a été reçu par les victimes." Le Ministère de l'Intérieur a déclaré que les chiffres étaient issus des ordres de confiscation faits par les juges, et montraient seulement une partie du montant payé par les trafiquants aux victimes" qui ont ou être payés par le biais de ordres de compensation. Cependant, l'ONG Espoir pour la Justice (Hope for Justice) a dit que seulement 4 ordres de compensation ont été promulgués ces trois dernières années. https://www.thetimes.co.uk/edition/news/slaves-miss-out-on-3m-compensation-fcz5w9r7g?CMP=TNLEmail_118918_1770475

The National Archives released 24 previously top secret files from the UK security service MI5. "The records cover a range of subjects and span the interwar years, Second World War and post-war era up to the mid 1960s; the personal files include individuals classed as Second World War German intelligence agents, Soviet intelligence agents, communists, and suspected communist and Russian sympathisers." <http://www.nationalarchives.gov.uk/about/news/latest-mi5-files-released-2/>

Les Archives Nationales ont déclassifié 24 dossiers Très secret issus du service de sécurité britannique MI5. Les archives couvrent un large champ de sujets et couvrent les années de l'entre-deux-guerres, la Seconde Guerre Mondiale jusqu'au milieu des années 1960 ; les dossiers personnels concernent des individus considérés comme des espions allemands lors de la seconde guerre mondiale, des agents des services soviétiques, des communistes, et des communistes suspectés, ainsi que les sympathisants de la Russie." <http://www.nationalarchives.gov.uk/about/news/latest-mi5-files-released-2/>

Royaume-Uni/Irlande du Nord. "L'espion britannique connu sous le nom de Stakeknife a été directement lié à 18 meurtres," a rapporté *The Times* citant le ministère public d'Irlande du Nord. "Stakeknife a infiltré l'Armée Républicaine Irlandaise à un haut niveau tout en travaillant pour les Britanniques dans les années 1980." Son rôle a été mis en lumière et l'enquête sur sa carrière "a été lancée après que le médiateur de la police pour l'Irlande du Nord a transmis un dossier confidentiel au DPP, le directeur des poursuites publiques." https://www.thetimes.co.uk/edition/ireland/stakeknives-links-to-18-murders-exposed-m6779mw5n?CMP=TNLEmail_118918_1666006

États-Unis. *The Lancet* a publié une série de travaux de recherche sur les inégalités sanitaires aux Etats-Unis, à partir des données du gouvernement fédéral. Les chercheurs ont découvert que les 1% plus riches des Américains vivent 10 à 15 ans de plus que les 1% plus pauvres." <http://www.thelancet.com/series/america-equity-equality-in-health>

La base de données en ligne de l'administration Trump sur les immigrants en détention, lancée en avril, inclut les noms des enfants en détention. Le département de Sécurité Intérieure a maintenant enlevé les données relatives aux enfants, mais "les avocats représentant les immigrants ont exprimé colère et inquiétude au sujet de la diffusion des noms qui étaient supposés être protégés, " comprenant des informations sur les adultes cherchant refuge, a rapporté le *Los Angeles Times*. <http://www.latimes.com/nation/la-na-children-in-immigration-database-20170426-story.html>

Les Ramapoughs sont un groupe aborigène dans la région du milieu de l'Atlantique, la plupart vivant à la frontière des états de New York et du New Jersey. Bien que reconnus par le New Jersey, la tribu n'a pas de reconnaissance fédérale, les excluant de tout une série de droits et de services, a rapporté le *New York Times*. Une partie du problème lié à une plus grande reconnaissance provient du système de classification du recensement utilisé dans le New Jersey ou "jusqu'en 1870, l'état enregistrait les résidents en tant que Blancs, Noirs libres, Noirs esclaves, faisant que les Ramapoughs étaient mal classés." https://www.nytimes.com/2017/04/14/nyregion/ramapough-tribe-fights-pipeline.html?_r=0

États-Unis/Floride. "Le *Tampa Bay Times* a demandé aux 400 agences d'exécution de la loi de Floride les rapports générés lorsqu'un officier tire un coup de feu sur une personne et que cette personne est blessée ou tuée, du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2014." Après avoir reçu les rapports, le journal "a complété les rapports avec ceux du département d'application des lois de Floride, les journaux ultérieurs et les couvertures télévisuelles, les communiqués de presse, les documents des cours civiles et criminelles et les interviews avec la police, les témoins et les familles." Le journal a créé une base de données publique des

découvertes, qui montrent que la police a tiré sur au moins 827 personnes – une tous les deux jours été demis. <http://www.tampabay.com/projects/2017/investigations/florida-police-shootings/about-this-project-methodology/>

États-Unis/Oklahoma. Un important rapport d'enquête de *BuzzFeed News* a affirmé que l'hôpital psychiatrique Shadow Mountain est un lieu profondément chaotique où de fréquentes violences mettent en danger les patients tout comme les employés, où les enfants pouvant être âgés de 5 ans sont séparés de leurs parents et où les salles manquent de personnel qualifié et le personnel manque de formation adéquate." Les reporters ont utilisé les archives de la police les rapports d'inspection de l'état, les archives des plaintes, ainsi que les interviews "et toutes les vidéos de surveillance interne. https://www.buzzfeed.com/rosalindadams/shadow-mountain?utm_term=.rvwQQKpyyd#.wdZRRw9ZZA

Zambie. En 2015, la Cour Suprême de Zambie a reconnu les Mines de cuivre Konkola (KCM) coupables de "grave imprudence" et de dommages sur la sante des villageois. L'Agence de la Gestion Environnementale de Zambie (ZEMA) a publié deux "deux ordres de restauration environnementale et de conformité" à l'encontre de KCM. Le *Lusaka Times* a rapporté que les documents obtenus du département juridique de KMC montrent que le géant minier a émis du sulfure de dioxyde et du cadmium qui sont 10,3 fois et 13,41 fois les taux légaux admis. Selon les copies des ordres diffusés qui ont fuité, ZEMA veut maintenant prendre des mesures pour réduire ou limiter les risque sur la santé humaine et l'environnement." <https://www.lusakatimes.com/2017/03/28/kcm-polluting-environment-10-times-statuary-limit/>

Conférences, publications.

Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme tient une réunion le 7 juillet à Genève "sur les moyens de prévenir, contenir et/ou atténuer l'impact néfaste des dommages au ou la destruction de l'héritage culturel sur la jouissance des droits de l'homme, y compris les droits culturels par tous, et sur les meilleurs pratiques à cet égard." <https://mcnproudaas.s3.amazonaws.com/s3fs-public/NGO1%20English-v1.pdf?et rid=206152460&et cid=1303454>

Les archivistes Hana Habjan (Slovénie) and Branka Molnar (Croatie) souhaiteraient des réponses a un sondage sur la connaissance et les compétences exigées des archivistes qui gèrent des records électroniques. L'étude est disponible à l'adresse suivante <http://www.mojaanketa.si/anketa/600221363/> ou écrire à hana.habjan@zal-lj.si

Un atelier international sur "Le partage des données, la documentation de l'Holocauste et les Humanités Digitales. Bonnes pratiques, études de cas, bénéfiques" se tiendra à Venise les 29 et 30 juin 2017, organisé par la Fondation du Centre de Documentation Contemporaine Hébraïque, en conjonction avec l'Infrastructure de recherche Européen sur l'Holocauste ; pour plus d'information contacter Laura Brazzo laurabrazzo@cdec.it

La conférence de Sedona a publié pour commentaire public "Principes Internationaux pour corriger la protection des données dans les gouvernements transfrontaliers et les enquêtes internes : principes, commentaires et bonnes pratiques." <https://thesedonaconference.org/publication/International%20Investigations%20Principles?>

Bonnes lectures. Revue Annuelle d'Amnesty International sur l'usage de la peine capitale dans le monde. <http://www.amnestyusa.org/news/press-releases/death-penalty-2016-alarming-surge-in-recorded-executions-sees-highest-toll-in-more-than-25-years>

Al Jazeera sur la vente de logiciels espions à des pays "célèbres pour leurs abus des droits de l'homme" <http://www.aljazeera.com/blogs/europe/2017/04/revealed-surveillance-world-illegal-trades-170409085723858.html>

Rapport de Pheme, un projet multinational financé par la Commission Européenne se focalisant sur la vérité dans les médias en ligne, "Pathologie d'une histoire des fausses nouvelles" <https://medium.com/thoughts-on-journalism/pathology-of-a-fake-news-story-aa572e6764e8>

Legaltech News a publié deux articles utiles en Avril. L'un abordait l'usage des vidéos de dépositions et les avancées dans la capacité à synchroniser automatiquement la vidéo et les transcriptions." L'autre article demandait "Devriez-vous mettre sur Facebook le jury?" et a noté que si les profils des médias sociaux

peuvent présenter un trésor de points de données pour la sélection des jurys, l'éthique et la légalité des recherches de jures en ligne dépend pour beaucoup des juridictions.”
[http://www.legaltechnews.com/id=1202783941225/Video-Depositions-May-Come-of-Age-in-the-Cloud-Era?mcode=0&curindex=0&curpage=ALL:](http://www.legaltechnews.com/id=1202783941225/Video-Depositions-May-Come-of-Age-in-the-Cloud-Era?mcode=0&curindex=0&curpage=ALL) <http://www.legaltechnews.com/id=1202784633675/Should-You-Facebook-the-Jury-Yes-No-Probably?kw=Should%20You%20%27Facebook%27%20the%20Jury?%20Yes.%20No.%20Probably.&et=editorial&bu=Law%20Technology%20News&cn=20170426&src=EMC-Email&pt=Afternoon%20Update>

Si vous avez des nouvelles à partager, envoyez-les directement à : trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org

Pour s'abonner à la *Lettre d'information*, entrez les informations du formulaire que vous trouverez à l'adresse suivante http://www.unesco.org/archives/hrgnews/hrg3_042010.php

Les précédents numéros de la Lettre d'Information sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.ica.org/en/public-resources/hrwg-newsletters>

(Traduction française: Rémi Dubuisson)